

POLITIQUE :

Faure Gnassingbé fait-il si peur?



Politique :

Arthème Séléagodji Ahoomey-Zunu, un dévoué pour la cause Togo

SOCIÉTÉ / CEDEAO :

LIBRE CIRCULATION DES PERSONNES ET DES BIENS, TOUJOURS UN SOUCIS POUR LES POPULATIONS

P4



SOCIÉTÉ / ASSURANCE :

GTA/C2A IARD et l'Union des Syndicats des Conducteurs du Togo (USYCORT) en partenariat

P2



Jean-Marie K. TESSI (g) de GTA/C2A IARD et Mathias Hlomador (d) de l'USYCORT.

Amélioration des relations entre la CEET et sa clientèle : Des chefs agences et chefs commerciaux de la CEET en formation sur le management et la gestion de la relation clientèle **P2**



Les premiers responsables de la CEET face aux chefs agences et commerciaux à l'ouverture des travaux Lundi dernier à Lomé.

TOGO / DIPLOMATIE :

Plus de visa d'entrée et de sortie pour les Togolais détenteurs de passeport étranger

P4

Mondial Brésil 2014 / Les 1/2 finales :

Quatre survivants, une seule Coupe

P7



Arjen Robben, Thomas Müller, David Luiz et Lionel Messi

Publiez gratuitement vos annonces sur www.togotourisme.com

Météo
Mardi 08 Juillet 2014
Matin: Ciel peu nuageux 23°C
Après-midi: Ciel très nuageux 28°C

EDITO
Vive les vacances !

Au revoir salles de classes, bienvenues belles vacances !

Cahin-caha, l'année scolaire s'achève sans trop d'anicroches ni d'embûches pour les enseignants et les élèves qui vont profiter de deux ou trois mois de vacances. Il serait judicieux que les autorités en charge de l'éducation primaire et secondaire, après le bilan de l'année écoulée, s'emploient dès à présent à penser à la prochaine rentrée scolaire pour que la situation ne soit plus semblable à celle de cette année scolaire qui s'achève.

Il ne faudrait plus que le gouvernement reporte par deux ou trois fois la rentrée au risque de dégoûter certains enfants et parents d'élèves.

Il ne faudrait plus qu'il y ait plus que deux trimestres au lieu de trois. Il ne faudrait plus que des enseignants se mettent en grève pour des promesses non tenues par le gouvernement.

Il ne faudrait plus que les élèves des écoles, collèges et lycées se retrouvent dans les rues en train de revendiquer des cours non dispensés par les professeurs.

Il ne faudrait plus surtout retrouver dans les rues, des élèves aux prises avec des forces de l'ordre.

Vive les Vacances, bien sûr ! Mais pas pour tout le monde.

A bon entendeur...

Ali SAMBA

Libre opinion :

A quand l'industrialisation (même légère) du Togo

UN ÉNERGUMÈNE m'a demandé un jour, si le rôle d'un parti politique est de cultiver des tomates ! Je lui ai répondu par l'affirmative, en lui disant que cela vaut mieux que d'emmener des centaines de jeunes à la plage, chaque samedi, pendant des années, parce que ces jeunes vont s'enrichir, un tant soit peu, par la culture extensive de ces tomates, et ne seront pas des militants " folo folo ", comme ils le sont aujourd'hui...

Ils vont bien vivre, se nourrir mieux qu'un plat journalier de " kom " (pâte solide à base de maïs, avec piment écrasé, sel et quelques débris de poisons), bien se soigner, bien s'habiller... Ils seront des citoyens bien posés, avec une espérance de vie qui va tendre vers 80 ou 85 ans (elle est actuellement, au Togo, de 51 ans pour l'homme et 53 pour la femme)...

Les togolais importent des boîtes de tomate des pays asiatiques et européens, et même des tomates fruits du Ghana, du Burkina Faso, ... C'est une honte nationale. C'est une honte du pouvoir et de l'opposition, parce qu'avec nos bras valides (qui sont envahis par l'ennui, la paresse et le désœuvrement) et nos terres fertiles (75 % au moins de nos terres cultivables sont en jachère !), nous devons produire suffisamment de tomates pour ne pas en importer ! Je me suis arrêté dans un magasin et au marché, pour noter les marques de tomates que nous importons : ROCO, L79, Le TRESOR, TOP SAHO, NAKOWA, SAMBA, LEYA, WAKA, JAMI LAHIA, GILDA, etc. Aucune marque n'est togolaise !

Qu'à cela ne tienne, il faut que le Togo produise ses propres marques de tomate, pâtes et fruits ! J'implore le gouvernement et des privés de créer, en partenariat, une grande unité de production de tomate en boîtes, et d'arrêter d'importer les très nombreuses marques que nous avons sur la marché. L'usine de production peut embaucher 150 à 200 jeunes employés, sans compter le déboucher pour les agriculteurs qui vont produire des tomates.

Réduction du chômage des jeunes, revenus stables pour les agriculteurs, incitation positive à la production de tomates, exportation de nos produits à l'étranger...

Aucun pays ne peut émerger sans au moins une industrie légère : ceci doit être clair, pour le pouvoir, tout comme l'opposition qui veut arriver au pouvoir...

L'autre aspect positif de cette vision, est qu'elle va booster l'agriculture togolaise ; les jeunes vont se



Dr David IHOU

lancer dans l'agriculture et produire des tomates pour l'usine, mais aussi autres choses...

La même politique peut, en effet, s'appliquer pour la culture de bananes plantains et bananes douces, l'igname, l'haricot, des légumes divers (épinards, gombo, piment, aubergine, adémé, etc.) ou de fruits (orange, pamplemousse, mangue, papaye, avocat, papaye, corossol, ananas), ou autres, melon, pastèques...

Pour concilier POLITIQUE et DEVELOPPEMENT, nous invitons les

partis politiques, ou regroupements de partis politiques, à un défi gagnant-gagnant : chaque entité va nous montrer qu'elle pense au développement du pays et créer des exploitations agricoles pour que des jeunes y travaillent...

Ainsi :

ç UNIR est invité à mettre en valeur 600 hectares de terres, où elle peut produire du maïs, du riz, du mil, des bananes plantains et bananes douces, de l'orange et des pamplemousses ; elle peut aussi nous fournir 100.000 têtes de

bétail...

ç L'ANC est invitée à mettre en valeur 300 hectares de terres, où elle peut produire des tomates, du manioc, du riz, du haricot, etc. Elle peut aussi fournir 50.000 têtes de bétail !

ç Arc-en-ciel est invité à mettre en valeur 300 hectares de terres, où il peut cultiver haricot, ananas, maïs, etc. Il peut nous fournir aussi 50.000 têtes de bétail ;

ç ADDI et UFC sont invités à mettre en valeur 300 hectares de terres où elles peuvent produire palmiers à huile, niébé, dattes, bananes, manioc... Ils peuvent produire aussi 50.000 têtes de bétail...

Ainsi, au lieu que les militants soient seulement champions en marches et manifestations de rues, ils vont booster notre agriculture, et notre élevage. Nous aurons une suffisance alimentaire et protéinée, pour le bonheur du peuple togolais...

L'industrialisation même légère, de notre pays, est un gage de développement, et ce sont les partis politiques qui doivent être à l'avant-garde de la réussite de l'émergence du Togo de demain...

Dr David IHOU

**Amélioration des relations entre la CEET et sa clientèle :
Des chefs agences et chefs commerciaux de la CEET en formation sur le management et la gestion de la relation clientèle**

DANS LA perspective d'améliorer les relations entre la Compagnie Energie Electrique du Togo (CEET) et sa clientèle, la direction générale de la société organise du 07 au 12 juillet à Lomé, une formation à l'intention de ses chefs d'agences et chefs commerciaux autour du thème : " Management et gestion de la relation clientèle ".

de la clientèle. En effet, inscrite dans la feuille de mission de la société, l'amélioration de la relation clientèle est la clef de voûte d'une nouvelle relation que la CEET veut établir avec ses abonnés, en vue d'impulser une nouvelle dynamique bénéfique pour la société.

Au menu de cette formation assurée par Nicolas Merand, des échanges

révée de donner des outils aux chefs services et aux commerciaux de la CEET afin d'améliorer le volet satisfaction de la clientèle, inscrit dans la feuille de mission prescrite par le Conseil d'administration de la CEET.

Ce séminaire va donc donner aux chefs de services et aux chefs d'agences des outils nécessaires pour réussir cette satisfaction clientèle. " Vous êtes l'image de la CEET (...) Vous devriez être à l'écoute de la clientèle. S'il n'y a pas la clientèle, nous n'existons pas ! C'est dire que cette clientèle doit être satisfaite de nos prestations. ", a lancé le DG Gwandé Djétéli aux participants à cette formation qu'il invite à être assidu lors du déroulement des modules inscrits au menu de cette formation afin de s'approprier les outils nécessaires pour la nouvelle dynamique voulue à la CEET.

Pour le consultant du cabinet TRiCOMPTENCES, Nicolas Merand, il n'est plus question de formation magistrale mais plutôt un partage d'expériences et de bonnes pratiques en cours en passant par l'acceptation de la critique, d'un regard extérieur.

Chaque participant sera donc soumis au regard de l'assemblée afin de se mettre dans les dispositions d'acquiescer les outils nécessaires pour la réussite de la mission à eux confiés par la direction générale de la CEET, qui les emploie.

Bass



La table à l'ouverture des travaux de l'atelier de formation

Assurée par le cabinet français de formation TRiCOMPTENCES, cette formation de six jours vise à outiller les chefs d'agences et chefs commerciaux dans l'optique de la satisfaction

d'expériences, la maîtrise des outils de management des ressources humaines, la gestion des ressources humaines, l'entretien de bonnes relations avec la clientèle, l'amélioration significative de la communication avec la clientèle, la gestion des conflits commerciaux,...

A l'ouverture des travaux de cette formation, le Directeur Général de la CEET, Gwandé Djétéli a souligné que cette formation était une occasion



- Pour vendre ou louer votre villa, boutique ou terrains.
- Vous êtes agent immobilier ou démarcheur, www.togoimmobilier.com Tel 22 20 05 53
- Pour héberger vos sites web sous Linux ou Windows, consulter www.visionhosting.ch
- Un site dédié à l'immobilier (Pour vendre-louer-bailler) <http://togoimmobilier.com/>

Dans nos prochaines parutions, un dossier sur les personnes interpellées, gardées à vue, et détenues par la Commission Anti-Corruption. Il s'agira pour nous de braquer nos projecteurs sur ces personnes autrefois impliquées, leurs activités et responsabilités aujourd'hui dans notre société !!!

LE MEDIUM
Hebdomadaire d'Informations #
Récupéré
N°0062/12/05/99/0465/29/10/12/HAAC
Adresse :
893, rue 19 Saint Joseph
01 BP : 450 Lomé
Tél : +228 22 37 86 99
Courriel : lemedium2013@yahoo.fr
Maison de la Presse, Casier N° 78

Directeur de la Publication :
CRÉDO ADJÉ K. TETTEH
Directeur de la Rédaction :
Ali SAMBA
Rédaction :
Jacques Komi SOLETE
Crédo TETTEH
Ekoué SATCHIVI
Dodo ABALO
Dezzy HUTCHNER
B. Oguki ATAKPA
Ali SAMBA
Didier AGBESSI
Koudjoukabaló
Infographie : JPB
Impression : ST Louis,
Doulassamé-LOME Tél : 22 22 10 45
Tirage : 2.500 exemplaires
Distribution: Léo AYIVI (90 19 70 25)

Reclamez tous les mardis votre hebdomadaire "Le Médium" dans les kiosques et chez vos marchands de journaux. Prochaine parution le mardi 15 Juillet 2014

POLITIQUE : Faure Gnassingbé fait-il si peur?

LES DERNIERS événements survenus à l'Assemblée Nationale viennent d'ouvrir les yeux aux togolais sur les intentions réelles de l'opposition togolaise quant aux réformes institutionnelles et constitutionnelles souhaitées par tous. L'intransigeance avec laquelle ces messieurs et dames de l'opposition parlementaire ont fait montre par rapport à l'immédiateté de l'application des réformes, surtout en ce qui concerne le mandat présidentiel laisse penser que l'opposition en général et l'ANC en particulier ont peur d'affronter Faure Gnassingbé dans les urnes.

A l'annonce du projet de loi du gouvernement introduisant les réformes sur le mode de scrutin et le mandat présidentiel, l'opinion publique, nationale et internationale, même celle de l'opposition a salué le courage du Président de la République. Mais la joie de tout ce beau monde, surtout celle des militants de l'opposition, a été de courte durée. Leurs leaders ne voyaient pas la chose de la même façon. Ne pensant qu'à eux et à eux seuls, ils ont été intransigeants sur l'application immédiate des réformes, notamment de la réforme sur le mandat présidentiel. "Faure Gnassingbé ne doit plus se présenter en 2015 ou rien" tel a été leur slogan.

Usurpation et mépris du peuple

A y penser sérieusement, on pourrait se poser la question de savoir de quel droit ces messieurs agissent de la sorte, mettant en péril la vie de toute une nation ? La réflexion sur le sujet s'impose car l'attitude des opposants togolais frisent désormais la paranoïa. Voilà des réformes que tout le monde souhaitaient, eux plus que toute autre personne.

"Nous voulons les réformes, surtout la limitation de mandat et le mode de scrutin. C'est ce que le peuple togolais veut pour le moment", déclarait Alphonse Kpogo du CST lors des manifestations des rues des 27 et 28 Juin dernier, soit quelques jours avant le débat sur le vote des réformes. Alors, si c'est ce que l'op-

position veut et partant, le peuple, pourquoi alors chercher la petite bête ?

L'exigence de l'immédiateté de l'application des réformes sur le mandat présidentiel cache mal la peur des leaders de l'opposition à affronter Faure Gnassingbé dans les urnes. On se rend compte que la peur a changé de camp depuis que le gouvernement a envoyé le projet des réformes à l'Assemblée Nationale. Vu que le Chef de l'Etat leur a coupé l'herbe sous le pied en leur donnant ce qu'ils veulent, et n'ayant plus d'arguments à faire valoir, nos chers opposants s'accrochent à des menus fretins et les brandissent comme des menaces.

Hier, les réclamations de nos chers opposants visaient la durée du mandat présidentiel et le mode de scrutin. Ce qui fut fait. Et alors, n'ayant plus de fonds de commerce pour alimenter leur plaisanterie, il va falloir trouver une pièce de rechange. Ce sera que le Président de la République ne se représente pas aux prochaines élections. C'est la nouvelle rengaine qu'ils ont à la bouche. Triste et dommage.

Faure Gnassingbé fait-il si peur, même avec les réformes demandées par l'opposition ? C'est la grande interrogation au sein de la population togolaise.

Il est évident que les opposants n'ont pas l'étoffe nécessaire pour affronter loyalement Faure Gnassingbé dans les urnes. C'est pour cette raison qu'ils cherchent la petite bête à tout moment. Il est clair que le chemin sur lequel s'engage l'opposition en ce moment avec cette minuscule revendication lui est suicidaire. Elle creuse la tombe dans laquelle elle sera enterrée en 2015.



Faure Essozimna Gnassingbé, PR

D'ailleurs, personne ne va pleurer sur le cadavre d'une opposition qui n'a fait que retarder le pays. Les signaux étaient déjà à l'orange lors des manifestations des 26, 27 et 28 Juin dernier.

Echec et Mat

De l'aveu même du coordonnateur du Collectif Sauvons le Togo (CST), la mobilisation populaire n'était pas au rendez-vous pendant lors des 3 jours de manifestation les 26, 27, 28 Juin dernier. "Le bilan de ces trois jours de manifestations est très positif, même si nous n'avons pas réussi à mobiliser autant de gens qu'en juin 2012" reconnaît Zeus Ajavon dans une émission sur une radio de la place. Ce qui semble être normal car les populations sont désormais plus mature que les opposants ne le croient. Les gens ont compris que leur manière de faire n'est plus la bonne et surtout, qu'ils ne veulent ces réformes là que pour leur propre intérêt qui n'est autre que celui d'arriver au pouvoir. Aveuglés et obnubilés par cet objectif, ils ne se rendent même pas compte du désintérêt de beaucoup de togolais de leur manière de faire. "Nous souhaiterions que la population comprenne l'enjeu de la situation, pour que les prochains appels, elle se mobilise encore plus.

C'est seulement de cette façon qu'on peut obtenir le changement dans notre pays." a dit Zeus Ajavon. Tout est dit dans cette phrase. Un cinglant aveu d'échec qu'il ne veut pas admettre.

Si Zeus Ajavon estime qu'en 2014, veille d'une élection présidentielle et après presque un demi-siècle de combat politique, qu'il faille que le peuple comprenne encore l'enjeu de la situation, il devrait en principe, lui-même, se dire que l'opposition a échoué. Si pendant presque 25 ans de manifestations en tous genres, l'opposition togolaise en est encore à croire que les populations ne saisissent pas les enjeux de la politique togolaise, c'est qu'il y a péril en la demeure.

Cependant, on comprend qu'ils se voient volontiers la face pour ne pas admettre qu'ils ont perdu du terrain. Comme dit l'adage : "il n'y a pire aveugle que celui qui ne veut pas voir".

Il est très intéressant que cet aveu d'échec de mobilisation et de désintéressement de la cause de l'opposition sorte de la bouche de Zeus Ajavon. Jean-Pierre Fabre, Dodzi Apévon et les autres doivent savoir qu'ils ont échoué (ils le savent mais ils feignent de l'ignorer). Le peuple togolais a muri et depuis 2005 où Faure Gnassingbé est aux destinées de ce pays, beaucoup de choses ont changé, même si l'opposition ne l'admet que sous cape. Aujourd'hui, tous les togolais ont pris conscience des efforts fournis par le Président de la République et de sa volonté de faire avancer le Togo dans sa marche vers une plus grande démocratie et un développement harmonieux pour le bien-être du peuple.

Rien que les urnes pour la vérité politique

Les populations des villes et campagnes du pays sont au cœur des actions du gouvernement. Elles vivent au plus près des bienfaits la politique de Faure Gnassingbé et ne se laissent plus bernier par des opposants avec des propositions fantaisistes et illusoire. Que n'a-t-on pas promis à cette population depuis presque 25 ans ? Quelles couleuvres n'a-t-elle pas avalé en suivant ces messieurs de l'opposition ?

L'erreur est humaine. A un moment de l'histoire de ce pays, les populations ont cru aux chants de sirène de l'opposition avec toutes les conséquences qu'on connaît. Répéter cette erreur serait une idiotie. Le peuple togolais n'est pas idiot. Il est plus qu'intelligent pour savoir que son salut ne viendrait pas de l'opposition. Alors, que Zeus Ajavon et ses compagnons de misères ne s'étonnent pas du fait que les togolais ne les suivent plus. Le temps où cette vaillante population va leur asséner le coup de grâce est proche.

En ce moment seulement, ils comprendront qu'ils sont arrivés au Terminus et qu'ils doivent descendre du train. Que les opposants acceptent les réformes proposées par le gouvernement. Les urnes parleront en 2015. S'ils sont vraiment du peuple comme ils le disent à longueur de journée, eh bien, ce peuple votera pour eux et désavouera ainsi Faure Gnassingbé dans les urnes.

Ali SAMBA

Politique : Arthème Séléagodji Ahoomey-Zunu, un dévoué pour la cause Togo

Depuis la fin des discussions de Togo Telecom 2, et suite à la remise du rapport par le facilitateur Mgr Nicodème BARRIGAH, le Premier ministre Séléagodji Ahoomey-Zunu que beaucoup de Togolais attendaient au tournant parce que croyant qu'il n'allait rien faire pour traduire les recommandations en projet de loi, a surpris agréablement.



Le PM Arthème Séléagodji Ahoomey-Zunu

Conscient des enjeux politiques et dans un souci d'apaisement prôné par son supérieur hiérarchique le Président de la République, le Premier ministre a vite fait de soumettre à l'appréciation des honorables députés le projet de loi sur les réformes constitutionnelles et institutionnelles. Des sujets réformes chers terriblement aux opposants qui ne définissent depuis plusieurs mois leurs actions politiques que par ces réformes.

Arthème Séléagodji Ahoomey-Zunu en bon leader, a fait diligence pour la transmission du projet au Parlement. La suite nous le savons

tous. Le Parlement a tout simplement rejeté ce projet de loi à une majorité écrasante car des dispositions y contenues ne visaient qu'un seul homme, le Président Faure Gnassingbé que la plupart de nos opposants professionnels ne voulaient plus voir comme candidat en 2015.

Arthème Séléagodji Ahoomey-Zunu aurait un peu trainé encore que les adversaires politiques allaient crier sur tous les toits et concluent en sa mauvaise foi.

D'autres actions sont à l'actif de ce natif de Kpélé qui revenu d'une lon-

gue maladie plus précisément d'une opération à "l'étranger" d'une "péritonite" faisant suite à une appendicite non découverte à temps.

Rappelons également que si aujourd'hui le championnat de D1 se déroule sans tambours, c'est aussi à l'actif du Premier Ministre qui, à un moment, a su taper du point sur la table devant l'intérêt pour le football au Togo qui s'amenuisait. Les fervents supporters se faisaient rares, ou presque déçus par les dirigeants actuels des clubs qui ne savaient que s'adonner à des crises et surtout à des intérêts inavoués.

Aujourd'hui l'homme de Kpélé est ce dirigeant qui s'adapte à toutes les situations et qui sait apporter sa pierre, son savoir faire pour débloquer les situations difficiles dans l'intérêt de la Terre de nos Aïeux.

BOA

lemedium2013@yahoo.fr

Zozo

POLITIQUE/ ANC : JEAN-PIERRE FABRE EN TOURNÉE EN EUROPE DEPUIS LE 29 JUIN



Jean-Pierre Fabre, Pdt ANC

Jean-Pierre Fabre, le président de l'Alliance Nationale pour le Changement (ANC, principal parti de l'opposition) effectue une tournée en Europe depuis le 29 juin. Principal objectif de sortie : expliquer aux partenaires en développement, l'évolution de la situation sociopolitique au Togo. Mardi dernier, le président de l'ANC a été reçu à Bruxelles par MM. Nicholas Wescott et Sean Doyle du service d'action extérieure de la commission de l'Union européenne. Le lendemain, il était à l'Elysée où il a été reçu par Thomas Melonio, conseiller Afrique du Président français François Hollande.

"Lors des différentes rencontres, M. Fabre a fait à ses hôtes, le point sur la situation sociopolitique du Togo, notamment sur celle créée par le rejet en bloc du projet de lois relatif aux réformes institutionnelles et constitutionnelles présenté par le gouvernement", a déclaré un responsable de l'ANC.

Ce texte qui comporte une bonne partie des réformes exigées par les principaux partis de l'opposition, avait été rejeté lundi dernier par des députés de l'Union pour la République (UNIR, le parti au pouvoir), majoritaire au Parlement lors d'un vote secret à l'hémicycle, faute de consensus lors des travaux en commission sur l'épineux sujet de la limitation du mandat présidentiel +avec effet immédiat+.

Pour l'opposition parlementaire, cette nouvelle disposition, une fois adoptée, prendra effet immédiatement. Une exigence qui vise le président Faure Gnassingbé élu en 2005 et réélu en 2010.

Jeudi prochain, M. Fabre sera reçu par Christophe Belliard, Directeur-Afrique du Quai d'Orsay. Le président de l'ANC rencontrera également des membres du bureau de la fédération internationale de l'ANC, la diaspora togolaise, ainsi que la presse française. Cette tournée, intervient après celle effectuée dans la région des Plateaux le mois dernier.

CANDIDATURE DE FAURE GNASSINGBÉ EN 2015 : DES POPULATIONS DE DANYI, SENSIBILISÉES PAR LES RESPONSABLES DU MSF

Les responsables du Mouvement de Soutien à Faure (MSF) - l'une des grandes associations soutenant le chef de l'Etat togolais - étaient face ce vendredi aux populations de Danyi (environ 190 km au nord de Lomé) rencontre d'échanges visant à leur expliquer le bien-fondé du choix du président de la République à la présidentielle de 2015.

Cette rencontre qui s'inscrit dans le cadre d'une vaste tournée entreprise par les responsables de ce Mouvement.

Placée sous le thème : "Les dessous du dialogue national et les raisons de choisir le président Faure Gnassingbé en 2015", la séance a rassemblé plusieurs militants et sympathisants du parti au pouvoir au centre communautaire de la ville. La séance a été animée par Pafio Dobou, chef de la délégation MSF. Ce dernier a présenté à l'assistance, deux communications, centrées sur le thème principal : "les dessous du dialogue national" et "Les raisons de choisir le président Faure en 2015".

Abordant le deuxième volet, M. Dobou a fait énumérer les différentes réalisations, notamment les grands chantiers entrepris par le président Faure Gnassingbé ces dernières années. Il n'a pas manqué de souligner les différents projets initiés en faveur des jeunes et les efforts fournis par le gouvernement ces dernières années dans le secteur de l'éducation notamment la gratuité de l'école au préscolaire et primaire et la construction de salles classes.

"Alors, il est important pour les populations de choisir Faure Gnassingbé en 2015 pour lui permettre de continuer et d'achever ces chantiers entamés", a souligné M. Dobou.

Zozo

RESPECT DU CODE DE LA ROUTE ET LE PORT DE CASQUE: DES JEUNES SENSIBILISÉS SAMEDI À LOMÉ

Des jeunes ont été sensibilisés à Lomé, sur le respect du code de la route et le port de casque, lors d'une conférence organisée par "Summer Time for Positive Brain", une structure regroupant des étudiants des universités et écoles de BTS du Togo.

Axée sur le thème "Jeunesse et sécurité routière", cette rencontre a obtenu l'appui de la Fédération des Organisations Togolaises de la Sécurité Routière (FETOSER). Ont également pris part à cette conférence : Aballo Ayawo Marcien, Directeur Exécutif de FETOSER et Dr Aubin Kodjovi Thon, président de l'Ong Togolese Foundation et des responsables de la croix rouge et des transporteurs.

"Summer Time for Positive Brain" a pour objectif d'informer et de sensibiliser les usagers de la route, surtout les jeunes sur le respect du code de la route et le port du casque et surtout accompagner le gouvernement dans sa démarche pour une application stricte des dispositions du code de la route afin de réduire le taux d'accidents sur les routes togolaises (...)

"La sécurité routière a un impact économique sur notre pays, de ce fait nous jeunes qui constituons la relève de demain perdons nos vies dans les accidents de la route. Situation surtout liée au manque d'informations et la méconnaissance du code de la route et le non-respect des règles élémentaires de la circulation", a souligné Mlle Broohm Octavie Présidente du groupe "Summer Time for Positive Brain".

(...) Selon les chiffres du ministère de la sécurité, au moins 224 personnes ont été tuées dans les accidents de route au Togo de janvier à mi-avril 2014. De 2009 à 2013, la route a tué 3.010 personnes selon les mêmes chiffres...

FIN DE L'ATELIER DE FORMATION DES VOLONTAIRES DE L'ETAT DE DROIT (VED) SAMEDI À NOTSÉ

Quelques quarante Volontaires de l'Etat de Droit (VED) venus de toutes les régions du Togo, en formation depuis jeudi dernier à Notsé (environ 95 km au nord de Lomé) sur la citoyenneté, les principes démocratiques et la gouvernance se sont séparés samedi après avoir paraphé le protocole d'entente de la plateforme pour le Civisme et la Réconciliation (PCR), mise en place par des Organisations de la Société Civile togolaise (OSC) impliquées dans la sensibilisation et la formation des citoyens, pour un accompagnement qualitatif dans la réalisation des objectifs visés par l'Accord Politique global signé le 20 Aout 2006.

Organisé par le Centre d'Observation et de Promotion de l'Etat de Droit (COPED), cet atelier se situe dans le cadre du Programme pour la Promotion du Dialogue Politique en Afrique de l'Ouest (PDWA), financé par la Fondation Konrad Adenauer (FKA).

Ont pris part à cet atelier de trois jours : les représentants des organisations de la société civile et des partis politiques siégeant à l'Assemblée nationale.

Cet atelier de formation est la première session d'une série de formations qui va durer trois ans. Les volontaires de l'Etat de Droit formés à cette première session, constituent la troisième promotion du programme VED démarré depuis 1998. L'objectif de cette formation est de mettre à la disposition des partis politiques et des OSC, des personnes formées pour la promotion de la démocratie et des droits de l'homme...

Selon M. Ouro-Bossi Tchacondoh, Président de COPED, cette activité a permis par le passé de former et de mettre à la disposition des partis politiques, les OSC et de l'administration publique locale, des jeunes filles et garçons capables d'encadrer et d'orienter les populations en matière de démocratie, des droits de l'homme, de la gouvernance et de la gestion administrative...

SOCIÉTÉ / CEDEAO :**LIBRE CIRCULATION DES PERSONNES ET DES BIENS, TOUJOURS UN SOUCIS POUR LES POPULATIONS**

UN FORUM régional citoyen sur la libre circulation des personnes et des marchandises dans l'espace CEDEAO s'est achevé ce week-end à Ouagadougou au Burkina Faso. La rencontre regroupait des participants venus des structures impliquées dans la circulation des personnes et des marchandises, tels les services de douane, d'immigration et d'intégration, les chambres de commerce et d'industrie, le secteur privé, la société civile, les associations professionnelles ainsi que les institutions régionales comme l'UEMOA et le CILSS.

Les acteurs, venus des 15 Etats membres de la CEDEAO ont participé aux discussions sur ce qui constitue un des freins à une véritable liberté de circulation en Afrique de l'Ouest. Les participants ont fait le constat amer de la persistance des entraves sur les axes routiers et aux frontières terrestres, faite de rackets, d'intimidation et de harcèlement de la part des agents de police, de gendarmerie, de douane et d'immigration.

Immobilisme et non application des directives de la CEDEAO

Après une analyse sans complaisance de la situation, les délégués à ce forum citoyen ont aussi relevé une méconnaissance des textes de la CEDEAO sur la libre circulation des personnes aussi bien par les agents de contrôle que par les populations elles-mêmes, avant de déplorer, s'agissant de la libre circulation des marchandises, la faiblesse du commerce intra-communautaire.

Une récurrence de pratiques anormales sur les corridors d'échanges de la Communauté, une multiplication des points de contrôle ainsi que des perceptions de frais illicites s'ajoutent au refus de certains Etats membres d'appliquer les protocoles relatifs au Schéma de libéralisation des échanges de la CEDEAO (SLE), a encore constaté le forum.

Parmi les autres constats majeurs figurent la non-acceptation par certains Etats membres des certificats d'origine CEDEAO délivrés par d'autres, l'inexistence d'un mécanisme de suivi de la mise en œuvre du SLE, l'exigence par certains bureaux de douanes de certificat d'origine CEDEAO pour les produits agricoles et d'élevage, pourtant exemptés par les textes communautaires.

Pour y faire face, des initiatives sont en cours, notamment l'établissement de la carte d'identité biométrique, la suppression de la carte de résidence, l'introduction du manuel sur les protocoles dans les écoles de formation des forces de sécurité, la révision du protocole sur la libre circulation ainsi que le contrôle de la migration irrégulière et le trafic des êtres humains, notamment des femmes et des enfants.

Des recommandations

Au vu de ces constats, le forum a émis un certain nombre de recommandations, dont l'adoption et la mise en œuvre du Programme minimum d'actions 2014-2015 sur la libre circulation des personnes, l'introduction de la carte nationale d'identité biométrique de la CEDEAO et la suppression de l'exigence de la carte de résidence pour les citoyens de la Communauté dans les Etats membres.

Il s'agira aussi d'abolir l'utilisation du certificat international de vaccination comme document de voyage dans l'espace CEDEAO, de produire et dis-



Désiré Kaboré Oudréago de la Commission de la CEDEAO

séminer des manuels de formation à l'attention des forces de sécurité dans les Etats et d'accentuer la sensibilisation sur les protocoles relatifs à la libre circulation des personnes à travers les médias.

La réunion de Ouagadougou appelle donc les Etats de la CEDEAO à instituer chacun leur propre forum national citoyen, qui se tiendrait tous les ans et serait mis à profit pour sensibiliser tous les segments de la société sur ce pilier fondamental de l'intégration des personnes et de leurs biens.

Au titre de la libre circulation des marchandises, une des recommandations concerne la nécessité d'entreprendre des actions appropriées pour faire respecter les règles existantes en matière de perception de taxes sur les marchandises en transit, et notamment mettre un terme à l'exigence, par les douanes, du certificat d'origine pour les produits agricoles et d'élevage.

D'autres recommandations dans ce domaine ont trait à l'harmonisation des heures d'ouverture et de fermeture des frontières terrestres, mais aussi à la prise de dispositions adéquates pour promouvoir, dans les meilleurs délais, les liaisons maritimes entre le Cap-

Vert insulaire et les autres Etats de la Communauté.

De la responsabilité de la commission de la CEDEAO

La Commission de la CEDEAO a été appelée à finaliser le plan d'actions pour la mise en œuvre des recommandations du forum régional

citoyen et à mettre en place une structure de suivi de la mise en œuvre dudit plan d'action. Elle devra en outre organiser une table ronde des partenaires au développement sur le financement du plan d'action, au plus tard avant la fin de l'année 2014, a encore recommandé le forum.

Le commissaire de la CEDEAO pour le Commerce, les Douanes et la Libre circulation, Ahmed Hamid a remercié les participants pour la qualité des débats qui ont abouti à des conclusions pertinentes pour la mise en œuvre effective des textes communautaires relatifs à la libre circulation des personnes et des marchandises.

M. Hamid a réitéré l'engagement de la Commission de la CEDEAO à accompagner la mise en œuvre de la feuille de route du président du Burkina Faso, Blaise Compaoré, à qui ses pairs de l'organisation ont confié la tâche de coordonner ce dossier sur la libre circulation des personnes et des marchandises.

A l'issue des travaux, les participants ont reconnu la nécessité d'impliquer individuellement et collectivement les chefs d'Etat et de gouvernement de la CEDEAO pour une appli-

cation effective des conclusions du forum. A cet égard, ils ont adopté un projet de Déclaration à soumettre au président du Faso qui a instruit l'organisation de cette activité.

Les Etats membres de la CEDEAO interpellés

Lors de la 43ème session ordinaire de leur conférence, tenue en juillet 2013 à Abuja, les chefs d'Etat et de gouvernement de la CEDEAO ont constatés "résultats très modestes" enregistrés au plan de l'intégration des marchés et des personnes et se sont alors résolus à assurer l'application effective des protocoles de l'organisation sur la libre circulation.

Dans cette lancée, ils ont confié la responsabilité du suivi de cette importante question au président Blaise Compaoré du Burkina Faso et demandé au président de la Commission de la CEDEAO de mettre en place une task-force sur la libre circulation des marchandises.

Dans le cadre de la mise en œuvre du mandat du président Compaoré, une mission de haut niveau de la Commission de la CEDEAO, menée par le président de l'institution, s'est rendue à Ouagadougou où elle a eu une séance de travail avec une délégation conduite par le ministre des Affaires étrangères du Faso sur les actions à mener.

A l'issue de ses travaux, la rencontre a adopté une feuille de route pour l'exécution du mandat du président burkinabé comprenant, notamment, l'organisation d'un forum régional citoyen afin de prendre en compte les préoccupations des acteurs non étatiques et recueillir les propositions pour une bonne mise en œuvre des textes communautaires.

TOGO / DIPLOMATIE :**Plus de visa d'entrée et de sortie pour les Togolais détenteurs de passeport étranger**

Dorénavant pour rentrer au Togo, les membres de la Diaspora devront présenter leur passeport obtenu dans le pays d'accueil accompagné, soit d'un passeport togolais en cours de validité ou au minimum d'une carte d'identité nationale en cours de validité ou d'une carte consulaire dûment délivrée par un consulat du Togo ou encore de tout autre document pouvant prouver l'origine togolaise des intéressés indique un communiqué du ministère des affaires étrangères et de la coopération.

Les togolais qui ont légalement renoncé à leur nationalité togolaise d'origine ne sont pas concernés par cette mesure du gouvernement qui rentre en vigueur le 21 juillet prochain.

COMMUNIQUE DE PRESSE**(A TOUTES LES MISSIONS DIPLOMATIQUES ET CONSULAIRES DU TOGO A L'ETRANGER)**

Dans le cadre de son programme "Initiatives pour le recours aux compétences et autres ressources de la diaspora togolaise", communément appelé Programme Diaspora, et en réponse à la recommandation relative à l'exemption de visa aux togolais de la diaspora, faite au Gouvernement togolais lors des assises de la diaspora tenues à Paris, Montréal et Lomé, le Gouvernement de la République Togolaise, à l'issue du conseil des Ministres du 02



Robert Dussey, ministre des Affaires Etrangères...

juillet 2014 présidé par le Chef de l'Etat, S.E.M. Faure Essozimna GNASSINGBE, a décidé d'exempter de visa d'entrée et de sortie les

togolais détenteurs de passeport étranger, à l'exception de ceux ayant légalement renoncé à leur nationalité togolaise d'origine.

Dorénavant pour rentrer sur le territoire national, ces compatriotes de la diaspora doivent présenter leur passeport obtenu dans le pays d'accueil accompagné soit d'un passeport togolais en cours de validité ou au minimum d'une carte d'identité nationale en cours de validité ou d'une carte consulaire dûment délivrée par un consulat du Togo ou encore de tout autre document pouvant prouver l'origine togolaise des intéressés.

Le Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération et le Ministère de la Sécurité et de la Protection Civile, en charge conjointement de la gestion de cette décision, ont été instruits pour prendre les dispositions nécessaires à la mise en application rapide de ces mesures, si possible dès cette période estivale 2014.

Cette mesure prend effet à compter du 21 juillet 2014.

Fait à Lomé, le 04 juillet 2014
Le Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération

SOCIÉTÉ / ASSURANCE :

GTA/C2A IARD et l'Union des Syndicats des Conducteurs du Togo (USYCORT) en partenariat

GTA/C2A IARD et l'Union des Syndicats des Conducteurs du Togo (USYCORT) s'engagent à se supporter mutuellement dans un partenariat qui va permettre à la société d'assurance d'être l'assureur exclusif des membres des différents syndicats regroupés dans l'USYCORT.

Si dans les années 80 et 90, GTA/C2A IARD était l'une des compagnies d'assurance les plus cotées de la place, elle a vu son aura se ternir ces dernières années. Les nouveaux dirigeants à la tête de la société, après les réformes, s'emploient à redorer le blason de ce fleuron de l'assurance au Togo. C'est ainsi que des initiatives à l'endroit des clients se multiplient à la grande satisfaction de la population.



Signature de la convention de partenariat entre GTA/C2A IARD et l'USYCORT.

C'est dans cette optique que la GTA/C2A IARD part à la reconquête d'une grande frange de ces anciens clients, notamment les conducteurs de véhicule de transports.

Réchauffement des relations entre les deux parties

La sobre cérémonie mais combien très importante de signature du partenariat entre la GTA/C2A IARD et l'Union des Syndicats des Conducteurs du Togo (USYCORT) faitière des organisations syndicales du secteur relance le partenariat entre les deux entités. C'est à juste titre que André AZIBLI, le Directeur commercial de GTA/C2A IARD s'est réjoui de cet accord entre son institution et les conducteurs, un partenariat qui

s'inscrit dans la nouvelle dynamique de la société d'assurance.

Abordant dans le même sens, le directeur général de GTA/C2A IARD; Jean Marie TESSI a insisté sur la confiance que les syndicats des conducteurs réitèrent à sa société. "Je ne peux que remercier l'USYCORT pour avoir compris notre démarche qui s'inscrit dans la protection de leurs clients", a dit le directeur de GTA/C2A IARD. Il a relevé l'importance de l'assurance pour les véhicules de transport commun qui permet aux conducteurs et aux propriétaires de véhicules de faire face à d'éventuels sinistres qui surviendront en cas d'accidents par exemple.

Il s'est félicité de l'intérêt que USYCORT porte à ce projet et a pro-

mis d'être à l'écoute des conducteurs. "GTA/C2A IARD est en pleine renaissance et nous voulons qu'on nous essaye pour nous éprouver. Je peux assurer que la GTA C2A IARD est redevenue une société dynamique et viable. En 2012 et 2013, nous avons payé plus d'un milliard de sinistre pour chacune de ces années et parfois de vieux sinistres", a affirmé le Directeur Général de GTA/C2A IARD.

Mr Matthias HLOMADOR, le président de l'Union des Syndicats des Conducteurs Routiers du Togo (USYCORT) a placé la signature de ce partenariat sous le signe du renouveau et du réchauffement des relations entre les deux parties. "De par le passé, tous les conducteurs du Togo avaient



Jean-Marie K. TESSI (g) de GTA/C2A IARD et Mathias Hlomador (dt) de l'USYCORT.

fait confiance à GTA/C2A IARD. Mais nous avons été déçus car notre partenaire ne répondait plus à nos attentes" a-t-il déclaré. Une situation qui a amené beaucoup de membres de l'USYCORT à ne plus faire confiance. Mais il admet qu'aujourd'hui, avec la nouvelle direction, les choses ont changé et même évolué. "J'ai même été agréablement surpris que certains dossiers qui dormaient depuis des années et que nous avions de la peine à traiter ont été liquidés dès que nous en avons fait part aux nouveaux dirigeants. C'est l'une des raisons qui nous ont motivés à se rapprocher de notre partenaire et à accepter de signer cette convention de partenariat", a dit Matthias HLOMADOR.

Partenariat gagnant-gagnant

André AZIBLI, le directeur commercial a laissé entendre que cette collaboration sera bénéfique aux deux parties, quel que soit les cas, si chacun fait l'effort de montrer dans l'exécution de cette convention beaucoup de volonté, de sincérité mais aussi par le respect des engagements réciproques.

Abordant l'objet de cette convention de partenariat, Mr AZIBLI a dit que l'assurance automobile est une obligation contenue dans une loi et depuis 1987. "Nous nous réjouissons de la prise de conscience de l'USYCORT de cet état de fait et de sentir aujourd'hui qu'il devient nécessaire de se protéger et protéger la

population mais aussi de respecter les dispositions légales en ne plus rouler dans des véhicules sans assurance, bien au contraire, en assurant les véhicules", a dit André AZIBLI. Il a rassuré les conducteurs que les engagements pris par GTA/C2A IARD seront respectés à la lettre et les a invités de faire de même.

Le président de l'USYCORT a fait remarquer que les conducteurs en sont arrivés à ne plus respecter la loi sur l'assurance parce que les compagnies n'honoraient pas leur engagement et les charges retombent sur les conducteurs. Mais depuis que les discussions avec GTA/C2A IARD ont débuté, l'USYCORT a remarqué une nette volonté de la part des dirigeants de l'institution d'assurance de rompre avec les attitudes du passé. Matthias Hlomador a témoigné que d'ores et déjà, la GTA/C2A IARD leur a donné satisfaction sur un vieux sinistre datant de 8 ans.

Et selon les nouveaux accords, en son article 2, la GTA/C2A IARD s'engage à mettre tout en œuvre pour régler les sinistres dus, dans un délai d'un mois à compter de la réception de l'ensemble des pièces justificatives et de l'accord des parties sur le montant à payer. Selon le président de l'USYCORT, c'est surtout cet article qui les a déterminés à tenter l'aventure avec GTA/C2A IARD.

Koudjoukabalo

SOCIÉTÉ/CONSOMMATION :

Nouvelle augmentation des prix de la bière et des boissons gazeuses, l'ATC demande la publication de la structure du prix des produits de la BB

UN COURRIER datant du 18 Juin 2014 signé du Directeur de la Brasserie du Bénin et reçu le 24 Juin 2014 par l'Association Togolaise des Consommateurs, a annoncé de nouvelles augmentations sur certains produits de consommation de grande masse de la Brasserie du Bénin à partir du 16 juin 2014. Selon le courrier, ces augmentations ont été faites avec l'accord du Ministère du Commerce et de la Promotion du Secteur. C'est ainsi que les prix des bières ont subi une hausse de 50 F CFA et les boissons gazeuses (sucreries), 25F CFA. Dans un communiqué de presse rendu public, l'ATC dénonce cette nouvelle augmentation sur les produits de la Brasserie du Bénin.

Pour justifier la hausse des prix de ses produits, la Direction de la Brasserie du Bénin indique dans le courrier envoyé à l'ATC qu'"au cours de ces dernières années, les augmentations se sont poursuivies principalement sur les prix de ses matières premières comme le Malt, le sucre, le riz alourdissant ses charges variables et fixes déjà très élevées".

La Direction de la Brasserie du Bénin dit aussi que "les hausses successives des prix du carburant, notamment la dernière intervenue le 16

Janvier 2014 ont également provoqué un impact considérable sur le coût de revient des produits".

L'association Togolaise des Consommateurs (ATC) voudrait s'élever contre cette nouvelle augmentation de prix sur les produits de la Brasserie du Bénin qui survient juste trois mois après celle de Mars 2014 sur la Guinness et la bière Eku et qui ne fait qu'éroder le pouvoir d'achat des consommateurs indique le communiqué de l'ATC.

Selon le vice-président de l'association Togolaise des Consommateurs (ATC), les arguments avancés par la Brasserie du Bénin pour justifier la hausse des prix de ses produits sont les mêmes avancés au mois de mars dernier lorsqu'il s'est agi de revoir à la hausse des prix de la Guinness et de Eku.

Evoquant la vie chère que connaissent les togolais, L'association Togolaise des Consommateurs (ATC) interpelle la Ministre du Commerce et de la promotion du secteur privé à se soucier un peu de la misère des consommateurs togolais. "Voici 5 mois que l'indice des prix sur le marché ne cesse de grimper. Il en va de la survie des pauvres togolais" souligne l'ATC.

Augmentation impérative et nécessaire

A la Brasserie du Bénin, on relève que depuis 2002, il n'y a pas eu véritablement d'augmentation de prix sur les produits. Celle intervenue en 2009 n'est juste qu'une répercussion du droit d'assise qui a aussi augmenté. Les différentes hausses des prix du carburant et des matières premières sont aussi à la base des dernières augmentations. "Si nous ne voulions pas fermer boutique, il fallait faire ces augmentations, autrement nous ne pourrions plus faire face à nos charges" a dit le directeur commercial de la Brasserie du Bénin, Jacques Elimbi.

Pour lui, la hausse intervenue le 16 juin est due à une nouvelle taxe spéciale que le gouvernement a introduite sur la fabrication de la bière. Il s'agit de la Taxe Spéciale sur la Fabrication et la Commercialisation des Boissons (TSFCB). " Cette taxe vient alourdir nos charges. Malgré nous, nous avons demandé au gouvernement de nous autoriser à procéder à cette hausse des prix" affirme Mr ELIMBI.

Il poursuit que la Brasserie ne pouvait plus tenir avec les prix pratiqués avant si elle veut poursuivre les investissements à Lomé et à Kara. " il faut savoir que ça fait trois ans que la demande a été introduite au niveau du gouvernement et si le gouvernement, lui-même, a autorisé cette augmenta-

tion, c'est parce qu'on a démontré qu'à terme, la pérennité de l'entreprise était mise en mal" ajoute Jacques ELIMBI. Un outil "économique et industriel comme le nôtre est très important pour le pays du point de vue social avec ceux que nous employons et du point de vue économique et développement avec les taxes payés à l'Etat" fait remarquer Mr ELIMBI.

La Brasserie du Bénin rassure tout de même les consommateurs et les clients qu'aucune augmentation ne sera plus faite jusqu'à nouvel ordre. D'ailleurs cette augmentation de prix est partagée entre la Brasserie, les Grossistes et les détaillants. Et puis pour les consommateurs, les promotions dans les boutiques leur permettront de se rattraper et de consommer à petits prix. " Tout le monde y gagne" conclut Jacques Elimbi.

L'association Togolaise des Consommateurs exige tout de même de la Brasserie et du ministère du commerce et de la promotion du secteur privé, la diffusion de la structure du prix des produits BB conformément à la vérité des prix et au respect des textes en vigueur. Elle en appelle aussi à l'uniformisation des contenances des bouteilles de bière à 66cl pour les grandes bouteilles et 33 cl pour les petites.

La Rédaction

Zozo

SOCIÉTÉ/INONDATION : DON DU GOUVERNEMENT

Les pluies qui se sont abattues ces derniers jours à Lomé, ont plongé certains quartiers dans l'eau occasionnant ainsi quelques dégâts. Des sinistres sont également enregistrés. Au total 3.000 sinistres ont été recensés par les autorités togolaises à Lomé et dans les quartiers environnants.

Une forte délégation composée de quatre ministres dont ceux de l'action sociale et de la sécurité se sont rendus au chevet des sinistres. Principal objectif de ce déplacement: apporter le soutien du gouvernement, notamment du chef de l'Etat Faure Gnassingbé aux sinistres. Des députés du parti au pouvoir étaient également dans la délégation. Plusieurs chefs traditionnels ont également fait le déplacement.

Une somme de 30 millions de F.CFA a été débloquée par le gouvernement pour assister ces sinistres. Environ 80 tonnes de riz et de maïs sont également mis à leur disposition.

Ainsi, chaque ménage a droit à 1 sac de riz, 1 sac de maïs et une enveloppe financière d'au moins 30.000 F.CFA. Par ailleurs certains sinistres - une trentaine de ménages- sont accueillis sur le site du centre des sinistres d'Agouè Logopé.

"Les opérations de secours se poursuivent pour limiter les effets de ces pluies qui s'abattent sur la capitale. Des mesures de sécurités sont également prises pour assurer la sécurité des biens des sinistres", a souligné le colonel Yark Damehame, ministre de la sécurité...

"L'appui financier servira surtout aux dépenses d'urgence auxquelles des ménages sérieusement affectés par ces pluies, pourraient être confrontés", a précisé Mme Dédé Ahouéfa Ekoué...

DES JOURNALISTES RADIOS DE LA RÉGION DES PLATEAUX, POUR SERVIR DE RELAIS INTRODUCTION DES VACCINS "PCV-13" ET "ROTARIX"

Une quarantaine des journalistes radios de la région des Plateaux, ont été mieux outillés à Atakpamé (environ 175 km au nord de Lomé) sur le "PCV-13" et le "Rotarix", deux nouveaux vaccins introduits dans le Programme Elargi de Vaccination (PEV) de routine au Togo. Le vaccin "PCV-13" protège les enfants de moins d'un an contre les infections à pneumocoque et la méningite, et le vaccin "Rotarix", les protègent contre les diarrhées.

Le "Rotarix" est un vaccin à deux doses avec quatre semaines d'intervalle que l'enfant peut recevoir dès la fin de la sixième semaine de vie et la fin de la dixième semaine de vie (pour la deuxième dose).

Pour le PCV-13, trois doses sont requises avec quatre semaines d'intervalle, fin de la sixième semaine de vie (première dose), fin dixième semaine (2è dose) et fin quatorzième semaine (dernière dose). C'est la grande salle de réunion de la direction régionale de la santé des plateaux à Atakpamé qui a servi de cadre à cette formation. Ces professionnels des médias ont été mieux outillés sur ces deux vaccins, officiellement lancés le 19 juin dernier par le Premier ministre, Séléagodji Ahoomey-Zunu.

Selon M. Katchemeko, chef service IEC par intérim à la direction régionale de la santé plateaux, les journalistes constituent un maillon indispensable dans la sensibilisation et la communication, raison pour laquelle le ministère de la santé ne peut se passer de leurs services, s'il veut atteindre les hameaux les plus reculés de notre pays.

Ces journalistes formés à Atakpamé seront les relais du ministère de la santé dans leurs localités respectives, afin qu'ensemble avec les IEC des districts sanitaires respectifs des dites localités, ils puissent être informés, éduqués et communiquer sur ces deux vaccins nouvellement introduits, a-t-il souligné.

Au Togo, plus de 60% des germes isolés par les laboratoires des hôpitaux dans les liquides Céphalo- Rachidiens (LCR) en 2013 sont dus au pneumocoque.

Par ailleurs, le rota virus est l'une des premières causes de mortalité liées à la diarrhée chez les enfants de moins de 5 ans dans le monde et tue chaque année au Togo plus de 1000 enfants de moins de 5 ans...

Zozo

SIGNATURE D'UN PROTOCOLE D'ACCORD ENTRE LE CETEF-LOMÉ ET LA SABER

Le Centre Togolais des Expositions et Foires de Lomé "Togo 2000" (CETEF-LOMÉ) et la Société Africaine des Biocarburants et des Energies Renouvelables (SABER), ont procédé jeudi dernier, à la signature d'un contrat de partenariat. Cette signature entre dans le cadre de la 12ème Foire Internationale de Lomé qui se déroulera du 21 novembre au 08 décembre 2014 et dont le thème est : "Les énergies renouvelables : source de progrès et de développement durable". En marge de cette foire, il se tiendra le premier Salon International des Energies Renouvelables de Lomé (SIERL).

Aussi, les deux parties, conscientes de leur complémentarité, ont-elles décidé de mettre en synergie leurs forces pour offrir un cadre d'expositions et d'échanges aux acteurs du secteur où d'éminents experts de la question communiqueront sur les nouvelles technologies en matière d'énergies durables et les instruments de financement disponibles.

Au cours de la cérémonie de signature, le Directeur Général du CETEF-LOMÉ, M. Kouéku-Banka JOHNSON, a déclaré : "La promotion des énergies propres et renouvelables dans laquelle s'inscrit cette 12ème édition est également un pilier non négligeable de lutte contre les changements climatiques, logique dans laquelle s'est inscrit notre pays à travers la mise en place d'une politique environnementale".

Quant au Président Directeur Général de la SABER M. Thierno Bocar TALL, il a laissé entendre que : "le monde est confronté à un défi du changement climatique et de la préservation de notre écosystème consécutive à l'usage intensif des énergies fossiles. Il est alors plus qu'urgent de se tourner vers des sources d'énergies alternatives plus sobres en émission de carbone et plus durables". Il faut souligner que cette cérémonie de signature s'est déroulée en présence de la Ministre du Commerce et de la Promotion du Secteur Privé, Mme Bernadette LEGZIM-BALOUKI et de celui de l'Energie et des Mines, M. Dammipi NOUPOKOU.

OBUTS "PREND ACTE" DU REJET DU PROJET DE LOI SUR LES RÉFORMES ET INVITE FAURE ET LE GOUVERNEMENT À "USER DE TOUTES LEURS PRÉROGATIVES" POUR OPÉRER CES RÉFORMES

L'Organisation pour bâtir dans l'Union un Togo solidaire (OBUTS) de l'ancien Premier ministre Agbéyomé Kodjo a "pris acte" du rejet par l'Assemblée nationale lundi dernier de la loi portant modification de certaines dispositions de la constitution.

Introduit au Parlement par le gouvernement, ce "projet de loi" comporte une bonne partie des réformes exigées par les principaux partis de l'opposition. Il a été rejeté par les députés de l'Union pour la République (UNIR, le parti au pouvoir), majoritaire à l'Assemblée nationale.

Les deux principales modifications portent sur la limitation du mandat présidentiel et le mode du scrutin pour la présidentielle. Véritable point de discordance entre le parti au pouvoir et l'opposition parlementaire : la question de la limitation du mandat présidentiel.

Selon l'article 59 (nouveau), "le président de la république est élu au suffrage universel direct et secret pour un mandat de 5 ans, renouvelable une seule fois. En aucun cas, nul ne peut exercer plus de deux mandats. Le président de la République reste en fonction jusqu'à la prise de fonction effective de son successeur élu".

Dans l'actuelle constitution, le mandat présidentiel n'est pas limité. Pour l'opposition parlementaire, la nouvelle disposition, une fois adoptée, doit "prendre effet immédiatement". Une exigence qui vise le président Faure Gnassingbé élu en 2005 et réélu en 2010. Pour ces opposants, Faure Gnassingbé ne doit plus se représenter pour la présidentielle de 2015.

Faute de "consensus" sur ce point, les députés du parti au pouvoir, ont simplement rejeté en bloc, toutes les modifications introduites par le gouvernement.

SOCIÉTÉ / RAPPORT BANQUE MONDIALE / EMPLOI DES JEUNES :

11 millions de jeunes en africains attendus sur le marché du travail d'ici 2025

TELS SONT des chiffres publiés par la Banque mondiale dans son dernier rapport sur "l'Emploi des Jeunes en Afrique Subsaharienne". Selon le document près de 80 % de la main-d'œuvre -- dans un avenir proche -- continuera à travailler dans de petites exploitations agricoles et des activités individuelles ou familiales de petites tailles, le secteur salarié formel ne pouvant générer suffisamment d'emplois pour résoudre la problématique de l'emploi des jeunes.

L'Afrique subsaharienne vient d'achever l'une de ses meilleures décennies de croissance depuis les années 1960. Entre 2000 et 2011, le produit intérieur brut (PIB) a enregistré une hausse de plus de 4,5 % par an en moyenne contre 2 % environ au cours des 20 années précédentes (Indicateurs du développement dans le monde, années diverses). En 2012, la croissance du PIB régional était estimée à 4,7 %, ou 5,8 % si l'on exclut l'Afrique du Sud (Banque mondiale 2013). Environ un quart des pays de la région a enregistré une croissance de 7 % ou plus et plusieurs pays africains sont parmi les pays qui enregistrent les croissances les plus rapides dans le monde. Les perspectives de croissance à moyen terme restent solides et devraient être soutenues par la reprise de l'économie mondiale.

Conditions économiques difficiles

Selon les dernières données d'Afrobaromètre, 65 % des personnes interrogées affirment que les conditions économiques de leur pays sont identiques, voire pires, que celles de l'année précédente ; 53 % jugent leur situation économique nationale "très mauvaise" ou "assez mauvaise" et 48 % en disent autant sur leur situation économique personnelle (Afrobaromètre 2011-12. L'incidence de la pauvreté a diminué avec l'expansion des économies au sud du Sahara. La croissance globale en Afrique subsaharienne n'a toutefois pas été aussi inclusive des pauvres que dans d'autres régions.

Selon la Banque mondiale, Chaque augmentation de la consommation moyenne par habitant de 1 % s'est accompagnée d'une réduction de 0,69 % du niveau de pauvreté ; ailleurs dans le monde, cette réduction était en moyenne d'un peu plus de 2 % (Banque mondiale 2013). La réduction de la pauvreté en Afrique a été moins importante, en partie parce que les sources de croissance de nombreux pays sont essentiellement le pétrole, le gaz et l'exploitation minière et non les secteurs à forte densité de main-d'œuvre tels que l'agriculture ou l'industrie manufacturière.

Les jeunes, qui ont des liens plus faibles avec le monde du travail pour commencer, sont donc doublement défavorisés. Même si la génération actuelle des Africains qui joignent la population active est la plus instruite qu'il n'y ait jamais eu, beaucoup trouvent que leurs perspectives d'emploi et de revenus diffèrent très peu de celles de leurs parents.

Dans certains pays, ces perspectives sont même pires

Le rapport de la Banque mondiale



Hervé Assah, représentant Banque Mondiale au Togo

indique que les jeunes des zones urbaines ont exprimé leur mécontentement. Les manifestations urbaines menées surtout par des jeunes politiquement actifs, mais économiquement marginalisés, se multiplient dans les capitales africaines. La violence urbaine est due sans doute à des facteurs plus généraux que la situation de l'emploi (comme l'inégalité et l'exclusion).

Cependant, le décalage entre les attentes des jeunes et les opportunités d'emploi peut y contribuer. Naturellement préoccupés, particulièrement à la lumière du Printemps arabe, les décideurs politiques de l'Afrique subsaharienne font de l'emploi des jeunes une grande priorité. Tout en mettant l'accent sur la jeunesse urbaine, ils sont en quête de politiques et de programmes susceptibles de réduire le mécontentement de la jeunesse et de faciliter leur transition vers l'âge adulte, y compris vers des emplois stables et productifs.

Mais la jeunesse urbaine n'est que la partie la plus visible et audible du problème de l'emploi. La majorité des jeunes Africains continuent de vivre dans des zones rurales ou des petites villes. Plus pauvres et moins instruits que leurs homologues des grandes villes, ces jeunes luttent également dans leur cheminement vers l'âge adulte, notamment pour trouver un emploi stable et rémunérateur leur permettant de prendre en charge une famille. Pour les jeunes femmes, le chemin peut être particulièrement ardu.

L'OTR modifie son système de recouvrement ce lundi

TRÈS CRITIQUE même avant sa naissance, l'Office Togolais des Recettes (OTR) est contraint de donner de bons résultats et surtout dans un délai raisonnable. Bon élève, il lance ce lundi un système de recouvrement par les banques afin de minimiser les risques de fraudes et de corruptions. Ce nouveau système de recouvrement, qui permet une amélioration sensible des recettes et des services de l'OTR, est porté à la connaissance du public à travers une conférence de Presse organisée dans ladite institution le 26 juin dernier par le directeur financier, M. Franck Akakpo.

Assainir le compte de l'Etat est l'une des grandes missions confiées à l'OTR qui est une nouvelle institution portée sur les fonds baptismaux le 07 février 2014 par le chef de l'Etat. Son objectif principal est de centraliser les recettes de l'Etat. Il regroupe notamment la direction de la douane et celle des impôts. La lutte contre la corruption est sa rai-

En naviguant leur transition de l'école vers le monde du travail, elles peuvent se heurter à des normes sociales et autres obstacles qui limitent leur pouvoir de décision et leurs choix en termes d'emplois. Le défi de l'emploi des jeunes en Afrique peut sembler colossal, mais la jeunesse dynamique de l'Afrique constitue aussi une unique opportunité, en particulier aujourd'hui, en raison du vieillissement rapide des populations dans le monde. Les jeunes n'ont pas seulement besoin d'emplois; ils en créent aussi. La main-d'œuvre croissante de l'Afrique peut être un atout sur le marché mondial. Toutefois, cette vision d'un avenir prometteur pour l'Afrique ne se réalisera que par une meilleure compréhension des moyens de profiter de cet atout.

Le défi de l'emploi

Relever le défi de l'emploi des jeunes dans toutes ses dimensions (démographique, économique et sociale) et comprendre les forces à l'origine du problème peut ouvrir des voies vers des conditions de vie meilleures pour les jeunes et de meilleures perspectives pour les pays où ils vivent.

Le rapport de la Banque mondiale s'attache en premier lieu à esquisser la dynamique du défi de l'emploi des jeunes en Afrique subsaharienne aujourd'hui :

o La transition démographique, à l'origine de la forte augmentation de la population jeune qui émerge sur les marchés du travail africains et qui, à long terme, peut stimuler la croissance économique et le développement.

o Le rôle des ressources minérales -qui ont façonné la structure de la récente croissance économique sans réussir à augmenter les emplois salariés les plus convoités par les jeunes.

o Le réservoir largement inexploité des opportunités dans le secteur agricole, à une époque caractérisée par les prix mondiaux élevés des produits agricoles et la hausse de la demande locale et régionale en pro-

duits alimentaires.

o L'expansion massive de l'accès à l'éducation, qui ajoute de nombreuses années d'études, sans toutefois améliorer suffisamment l'apprentissage, pendant l'enfance et la jeunesse.

o Les aspirations des jeunes et des décideurs, axées sur le secteur de l'emploi salarié au détriment des possibilités plus immédiates offertes par l'agriculture et les entreprises familiales.

Instaurer une politique efficace d'emploi des jeunes

Selon la Banque mondiale, le défi de l'emploi des jeunes en Afrique ne peut pas être abordé à travers des solutions simples. C'est le reflet des défis et des opportunités auxquels les pays eux-mêmes font face dans un monde globalisé.

Le principal problème de l'emploi réside dans le fait que la productivité et les revenus sont faibles, tandis que les aspirations, surtout celles des jeunes, sont élevées. Malgré les progrès enregistrés dans de nombreux pays, la plupart des jeunes d'Afrique aujourd'hui n'auront pas une transition facile et toute tracée vers un emploi à revenu assuré, un des aspects essentiels de l'âge adulte. Toutes les parties prenantes (les gouvernements, les entreprises privées, les fournisseurs de formation privés, les organisations non gouvernementales et les jeunes eux-mêmes) ont un rôle à jouer pour faciliter cette transition.

Pour réaliser des progrès, il faut adopter une approche globale pour réduire les restrictions sur le capital humain et l'environnement des affaires qui empêchent le secteur privé de saisir les opportunités et accroître la productivité dans l'agriculture, les entreprises familiales et le secteur de l'emploi salarié moderne. Les gouvernements doivent avoir une vision globale de la manière dont il convient d'aborder la situation, ils doivent "s'approprier" l'ensemble de la problématique.

Source : rapport Banque Mondiale



Henry Gapery, Commissaire Général OTR

son d'être. Pour ce faire, l'OTR vient de mettre en place un système de paiement direct à la banque qui exclu toute manipulation de l'argent par l'agent de la douane et l'agent d'impôt. Ce nouveau système de recouvrement qui consiste à utiliser le réseau bancaire pour collecter les recettes, rentre en vigueur le 07 juillet 2014, selon l'OTR.

Ces guichets bancaires au sein même des bureaux de la douane permettent aux commerçants de gagner en temps en réduisant les files d'attente des déclarants aux guichets et

que leurs contributions puissent parvenir dans les caisses de l'Etat.

L'OTR indique que ce système permettra à l'Etat d'augmenter ses recettes et une répartition équitable à travers des politiques de grands projets.

Selon M. Franck Akakpo, ce système de recouvrement permet une meilleure traçabilité des minimisations voire une élimination des risques liés à la manipulation de la liquidité entraînant le vol, la corruption et le détournement.

"La mise en œuvre de ce système nouveau est prévu pour le 07 juillet 2014 sur le site pilote des douanes et du port. Plus tard, couvrira les bureaux des douanes de la zone franche, de la raffinerie, de Kodjoviakopé, de l'aéroport et de Cinkassé", a conclu le directeur financier de l'OTR.

René Beaugars A. (Stagiaire)

Mondial Brésil 2014 / Les 1/2 finales : Quatre survivants, une seule Coupe

IL N'EN reste plus que quatre, deux colosses européens et deux titans sud-américains, qui peuvent encore rêver de soulever la coupe du monde le 13 juillet.

Ils attendent leur demi-finale, Brésil-Allemagne mardi et Argentine-Pays-Bas mercredi, pour savoir quelle sera l'affiche au Maracana de Rio.

Ces deux duels sont des classiques du soccer mondial et pèsent au total 10 titres en Coupe du monde. Argentine-Pays-Bas, c'est la reprise de la finale du Mondial 1978 remportée par l'Albiceleste (3-1). Brésil-Allemagne, c'est aussi le souvenir d'une finale, plus proche, en 2002, gagnée par les Brésiliens (2-0).

Mais pour la Seleçao, il manquera un invité de marque à la table des demi-finales : Neymar, victime d'un coup dans le dos en quart de finale par le défenseur colombien Zuniga. Il souffre d'une fracture à une vertèbre et son Mondial est fini. Il pourra rejouer dans 40 jours.

L'ex-joueur de Santos a d'ailleurs été transporté en hélicoptère du camp d'entraînement de la Seleçao de Teresopolis à sa maison familiale du côté de Sao Paulo.

De la présidente du Brésil Dilma

Rousseff au président de la FIFA Joseph Blatter, tout le monde a tweeté son petit message de soutien pour un prompt rétablissement.

Robben, Müller, Luiz et Messi sur l'affiche

Sur papier, il reste encore des étoiles capables de renverser des défenses, des matchs ou les partisans dans les tribunes. Au Brésil, le défenseur central David Luiz s'est transformé en buteur, avec deux réalisations jusqu'ici, dont une sur un coup franc contre la Colombie en quart de finale.

Dans les rangs de la Mannschaft, il y a Thomas Müller, pour la jeune génération (4 buts au Brésil) et le vétéran Klose, qui a rejoint Ronaldo en tête du classement des meilleurs buteurs en Coupe du monde (15 buts). Et comme l'Allemagne est une équipe complète, même le gardien Neuer peut faire vibrer les foules, comme quand il sort en libero loin de sa surface ou se transforme en véritable homme-mur.

Les Pays-Bas comptent toujours dans leurs rangs des joueurs de grande classe, comme Arjen Robben, Robin Van Persie ou Wesley Sneijder. Même si ce trio a buté sur la défense de Costa Rica en quart de finale. Pour l'Argentine, il y a Messi, évidemment, quadruple Ballon d'or qui enchante



Arjen Robben, Thomas Müller, David Luiz et Lionel Messi

toujours avec ses montées fulgurantes.

Messi peut déjà savourer d'être présent dans le dernier carré en regardant la liste des étoiles qui manquent désormais à l'appel. Cristiano Ronaldo, dernier Ballon d'or en date, a quitté le Mondial avec le Portugal dès le premier tour, tout comme Mario Balotelli et Andrea Pirlo (Italie), Xavi et Iker Casillas (Espagne), Didier Drogba et Yaya Touré (Côte d'Ivoire) ou encore Samuel Eto'o (Cameroun).

Edinson Cavani a ensuite disparu en huitièmes de finale avec l'Uruguay, qui avait déjà perdu son enfant terrible Luis Suarez.

L'écrémage s'est poursuivi en quarts de finale. Ronaldo, champion du monde 2002 avec le Brésil, a regretté que le Mondial 2014 dans son pays ait perdu trois grands attaquants à ce stade de la compétition : " (Karim) Benzema éliminé avec la France, James Rodriguez éliminé avec la

Colombie et Neymar qui a été blessé.

Ronaldo préfère " que le Brésil affronte l'Allemagne en demi-finales, car la France a été un tel cauchemar pour nous en Coupe du monde ".

L'ancien joueur de l'Inter Milan sait de quoi il parle. Il faisait partie de la Seleçao battue (3-0) par la France en finale du Mondial 1998. Et c'est lui qui avait marqué le doublé de la victoire contre l'Allemagne (2-0) en finale du Mondial 2002.

Pour Ronaldo, il ne fait aucun doute que la Seleçao, même sans Neymar ni Thiago Silva (suspendu), sera au rendez-vous au Maracana le jour de la finale. Pourquoi? " La meilleure marque de soutien qu'on peut témoigner à Neymar est de gagner la Coupe du monde et de la lui dédier. "

Source : ici.radio-ccanada.ca

Robin Van Persie: "Le Costa Rica nous a mené la vie dure"

L'ÉQUIPE DES Pays-Bas a peiné pour se défaire d'une courageuse sélection du Costa Rica, ce 5 juillet 2014 à Salvador de Bahia, en quarts de finale de la Coupe du monde (4 tirs au but à 3, 0-0 après prolongation). Le capitaine néerlandais Robin Van Persie a rendu hommage aux Costariciens, tandis que Ron Vlaar et Dirk Kuyt ont rappelé que " le travail [n'était] pas fini ", avec une demi-finale face à l'Argentine.

" Il n'y a pas de mots pour décrire ce que je ressens. C'est fantastique. "

Visage fermé, le Néerlandais Memphis Depay lâche une phrase convenue, après la qualification de son équipe pour les demi-finales de la Coupe du monde 2014 de football, ce 5 juillet à Salvador de Bahia. L'attaquant d'origine ghanéenne, déçu d'avoir été remplacé pendant ce match, décrypte tout de même ce quart de finale haletant face au Costa Rica. " Nous avons bien joué, nous nous sommes créés des occasions, rappelle-t-il. Mais nous n'avons pas su saisir notre chance. Nous avons marqué durant tous les autres matches, mais pas cette fois. Quand vous n'arri-

vez pas à marquer, il faut savoir conserver un résultat ".

" Nous avons eu des occasions de tuer ce match ".

Les " Oranje " ont en effet vécu une soirée difficile, tenus en échec 0-0 jusqu'en prolongation par une vaillante équipe costaricienne. " C'était un match difficile, soupire le défenseur Daley Blind. Pourtant, nous avons eu des occasions de tuer ce match. Nous n'avons pas marqué. Mais nous avons gagné et nous en sommes heureux. Je suis fier de mon équipe. Nous n'avons jamais renoncé

et nous nous sommes battus jusqu'à la dernière seconde. "

L'équipe des Pays-Bas doit son salut à une séance de tirs au but remportée avec l'aide du gardien de but Tim Krul, rentré en jeu à la place du titulaire Jasper Cillessen à la 120e minute. Un choix payant de la part du sélectionneur néerlandais Louis Van Gaal, puisque Krul est un spécialiste des pénalties. " Je savais que cette situation pourrait arriver, assure le portier de Newcastle. Le coach avait dit qu'il envisageait de me faire rentrer, s'il restait encore un changement à faire avant les tirs au but. C'est un rêve qui s'est réalisé ! "

" Je n'échangerais Robben et Van Persie contre personne ".

Un " rêve " qui s'est notamment concrétisé lorsque Dirk Kuyt a réussi sa tentative, comme Robin Van Persie, Arjen Robben et Wesley Sneijder avant lui. " Ceux qui ont participé aux tirs au but sont les joueurs expérimentés, souligne Kuyt. Après, Tim Krul a fait un super travail ". Et il l'assure, face à l'Argentine, en demi-finale, " nous devons continuer à pratiquer le même football. Les équipes qui jouent contre nous ont du mal à se procurer des occasions. En plus, on a des joueurs comme Robben et Van Persie que je n'échangerais contre personne durant cette Coupe du monde. "

Le capitaine Van Persie, lui, a rendu hommage aux Costariciens : " Après la rencontre, j'ai dit aux joueurs du Costa Rica qu'ils pouvaient être fiers de la manière dont ils avaient joué durant tout ce tournoi. C'est exceptionnel. Ils ont beaucoup de mérite. " Il ajoute : " Ils ont battu l'Italie, l'Uruguay, ont éliminé la Grèce, ont fait match nul contre l'Angleterre. Ils nous ont mené la vie dure. "

" Nous méritons plus de passer qu'eux, parce que nous avons eu plus d'occasions de but, tempère le défenseur Ron Vlaar. On aurait dû en finir plus tôt ". Il conclut, heureux : " Le travail n'est pas fini. Nous n'avons encore rien remporté. Personne n'attendait rien de nous avant ce tournoi. Nous sommes dans le top 4, ce qui me rend très fier. Mais je veux plus. "

Source : afrik.com

GHANA : Les Black Stars vont filer droit

A LA SUITE de l'élimination décevante en phase de groupes de la Coupe du monde 2014 et des remous créés hors du terrain, Kwesi Appiah va mettre en place un "contrat de bonne conduite" au sein de la sélection du Ghana. Une façon de reconnaître l'échec du retour des anciens?

Une fois n'est pas coutume, au cours de la Coupe du monde 2014, le Ghana a davantage fait parler de lui pour ses problèmes extra-sportifs que pour ses prouesses sur les terrains. Les Black Stars, quarts de finalistes en 2010, ont quitté prématurément le Mondial brésilien, à l'issue du premier tour. Les débordements des "anciens" n'y sont pas étrangers.

Entre l'amertume d'un Kevin-Prince Boateng qui n'a jamais accepté son statut de remplaçant et qui aurait fini par adresser des insultes au sélectionneur (chose qu'il dément) sur fond d'affaire des primes, un Sulley Muntari qui en est venu aux mains avec un membre de la Fédération et un Michael Essien refusant de prendre part à l'échauffement avant le match décisif face au Portugal (1-2), on ne peut pas dire que le retour des anciens Black Stars a été une réussite... Ce n'est pas l'exclusion du groupe de Muntari et "KPB" en plein Mondial qui prouvera le contraire.

"KPB" l'opportuniste ?

Attendus comme des sauveurs, le milieu de Schalke 04 et Michael Essien ont accepté de sortir de leur



Kwesi Appiah, coach des Black Stars du Ghana

retraite internationale il y a un an (en même temps que les frères Ayew qui avaient mis la sélection de côté pour cause de brouille avec le sélectionneur). Mais ils n'ont rien apporté sur le terrain tout en contribuant à fragiliser l'unité du groupe ghanéen.

"KPB" peut même être taxé d'opportuniste. Après s'être mis en retrait des Black Stars, il est réapparu comme par enchantement à l'approche du Mondial 2014. En 2010, il s'était déjà mis à disposition de la sélection ghanéenne au dernier moment.

Cette fois, Kwesi Appiah a bien retenu la leçon. A l'issue du fiasco brésilien, le technicien ghanéen le clame haut et fort. Il veut s'appuyer sur des joueurs "dévoués et disciplinés". Une façon de souligner que la sélection n'est pas une simple vitrine que l'on rejoint juste avant les grandes compétitions, mais que l'amour du maillot doit se prouver match après match.

Essien fait profil bas

Pour joindre les actes à la parole, le sélectionneur va mettre en place un "contrat de bonne conduite". Tous les Black Stars devront le signer et "se conformer aux règles établies". Et pour prouver qu'il ne plaisante pas, Kwesi Appiah a déjà envoyé un rapport à la Fédération ghanéenne de football (GFA) concernant le comportement de Michael Essien avant le match face au Portugal.

"J'ai décidé de ne pas répondre à ces accusations", a rétorqué le milieu défensif de l'AC Milan. "Je suis convaincu qu'avec le temps, tous les faits relatifs à cette épisode seront rendus publics et que les Ghanéens pourront me juger coupable ou non", a-t-il ajouté, avant d'appeler au calme. Signe que les mentalités sont déjà en train de changer ?

Source : afrik.com



Mme Angèle Aguiyah, Pdte de la CENI

Une délégation de la Commission Electorale Nationale Indépendante (CENI) s'est rendue en mission à Bruxelles du 22 au 29 juin 2014 chez l'opérateur technique ZETES. Objet de la mission, évaluer les outils logiciels et matériels à mettre à contribution dans le cadre de la révision des listes électorales dans la perspective de la présidentielle de 2015.

A Bruxelles, la mission des six membres de la délégation - composée de tous les courants politiques - de la CENI visait essentiellement à évaluer les fonctionnalités de l'application informatique qui servira à la révision des listes électorales. Elle s'inscrit dans le cadre des préparatifs de l'élection présidentielle de 2015.

En pratique, la mission consistait entre autres, à tester chacune des fonctionnalités des outils de la révision des listes électorales et déterminer si elles correspondent bien aux attentes et respectent les besoins exprimés par la CENI et le code électoral togolais. La finalité était également de s'assurer que la CENI et l'opérateur technique ont une même compréhension de la flexibilité et de l'appropriation des outils de révision des listes électorales.

Pendant son séjour, la délégation a échangé avec le prestataire ZETES chargé des opérations de révision des listes électorales. Elle a pu apprécier l'état d'avancement de l'exécution du cahier des charges par le prestataire, la réalisation des fonctionnalités de la révision, la prise en compte de chacun des cas de révision (duplicata, transfert, modification ou combinaison, les nouvelles inscriptions, etc.).

Les échanges ont permis de formuler des recommandations et préciser les apports respectifs de la CENI et du prestataire pour faire aboutir ces réalisations dans les meilleurs délais.

"La convergence des visions et la mutualisation des compétences et ressources entre la CENI et le prestataire sont une condition essentielle pour la réussite des opérations de révision des listes électorales", assurent les membres de la délégation.

DES MENUISIERS ET ÉLECTRICIENS BÂTIMENTS DE KLOTO SENSIBILISÉ ET MOBILISÉ AUTOUR DE LA FORMATION "SYSTÈME DUAL"

Cet atelier s'inscrit dans le cadre du volet 2 (Appui à l'artisanat) du Programme Formation Professionnelle et Emploi des Jeunes (ProFoPEJ), l'un des trois axes prioritaires mis en œuvre dans le cadre de la coopération bilatérale entre l'Allemagne et le Togo.

Ont pris part à cet atelier des maîtres et apprentis menuisiers et électriciens bâtiments. L'objectif de cette rencontre est de faire connaître les avantages du "système Dual" et le rôle et les responsabilités des artisans.

Ce programme vise à améliorer la qualité des approches priorisées dans la formation professionnelle formelle et non formelle et la promotion d'emploi des jeunes, femmes et hommes. Le volet Appui à l'artisanat se concentre sur le pilotage d'une formation duale intégrée dans le système de formation sur place et répondant aux besoins du marché de travail ainsi qu'au perfectionnement des artisans.

"La mise en place de ce système dual nécessite éventuellement la sensibilisation des acteurs sur le bien-fondé du système dual, le rôle qu'ils doivent jouer dans ce système et l'importance que revêt leur participation", a expliqué Gassou Koffi, directeur-adjoint de la Formation Professionnelle et de l'Apprentissage au METFPI.

Selon lui, le système dual est une formation qui va s'opérer à deux endroits différents : un centre de formation appartenant à l'Etat et les entreprises, les ateliers ou les garages des privés...



TOGO EXPRESS

Agence de distribution de courriers

Lettre- Documents d'Affaires-Colis-Marchandises
 - Imprimerie-Sérigraphie-Tampons-Reliure
 (Tous travaux d'impression)

Adresse 141, Angle Rue LANDJO (Tokoin Tamé)
 A coté du commissariat du 5ème arrondissement
 BP : 5022 Lomé Togo
 Tél : +228 22 61 46 08 / 23 38 54 11
 Fax : +228 22 26 06 02
 Cel : +228 90 15 98 06/98 10 33 08
 Email : togoexpress07@yahoo.fr



CAFRAM-TOGO

Centre Africain de Formation et de Recherche en Arts et Métiers
 Spécialiste de la Sérigraphie Industrielle
 Marquage et Impression des Supports de communication
 Prestation de service

Contacts : (+228) 90 05 84 20 / 22 37 75 74



-Sogesti informatique
 -Création de site web -Archivage-Formations-
 Oracle-Télécom- Sharepoint-Linux
www.sogesti.net Tel : 22 20 05 53

-Pour être certifié ou devenir webmaster ou développeur
www.institutwebmaster.com

-Pour trouver rapidement un emploi ou recruter rapidement
www.emploiogo.com

-Pour trouver des appels d'offres et des marchés publics et privés
www.marchespublicstogo.com

-Liste des hôtels et auberges du Togo
www.togofourisme.com

-Tests ADN <http://easydnatogo.com/>

-Agence immobilière : Location & Vente
www.journalmaison.com

Service à la clientèle : Tel 22 20 05 53 - Cel : 91 06 88 07
 e-mail : info@sogesti.net



Vente des matériaux d'électricité,...



...de Plomberie, quincaillerie et divers. Tout pour bâtiment.

Ets ABI ELECTRICITE, c'est à Agoè Cacoavé, ancienne Pharmacie Shalom Tél: 90 90 82 88.
 Réduisez vos coûts en achetant chez ABI ÉLECTRICITÉ !